

**Service prévention des risques techniques**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE**

autorisant la poursuite de l'exploitation par la société 4M Provence Route SA, de la carrière située au lieu dit « Sainte Marie », sur le territoire de la commune de Pernes Les Fontaines (84), modifiant et complétant les dispositions relatives à la durée de l'autorisation d'exploiter et les garanties financières

**LA PRÉFÈTE DE VAUCLUSE**

**VU** le code de l'Environnement, notamment le titre Ier du livre V, et notamment ses articles L. 181-3 et R. 181-46 ;

**VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

**VU** le décret du 20 juillet 2022, publié au journal officiel du 21 juillet 2022, portant nomination de la préfète de Vaucluse – Mme Violaine DEMARET ;

**VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 172 du 11 décembre 1997, autorisant l'exploitant d'une carrière au lieu-dit « Sainte-Marie » sur la commune de Pernes-les-Fontaines, complété par les arrêtés n° 187 du 16 octobre 2003, du 11 juillet 2017 modifiant les dispositions relatives aux garanties financières et de l'arrêté préfectoral du 23 mars 2021 portant sur les conditions de remise en état et sur les dispositions relatives aux garanties financières ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2011 approuvant le schéma départemental des carrières de Vaucluse ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 29 août 2022 donnant délégation de signature à Monsieur Christian GUYARD, secrétaire général de la préfecture de Vaucluse ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 26 septembre 2022 organisant la consultation publique sur la demande présentée par la société 4 M PROVENCE ROUTE à l'effet d'obtenir la prolongation de l'autorisation d'exploiter la carrière au lieu dit « Sainte Marie » à Pernes les Fontaines ;

**VU** la circulaire du 9 mai 2012 relative aux garanties financières pour la remise en état des carrières et au stockage des déchets de l'industrie des carrières ;

**VU** le dossier de demande de prolongation d'autorisation d'exploiter transmis par la société 4M Provence Route le 1er septembre 2022 ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 07 septembre 2022 ;

**CONSIDÉRANT** l'absence d'observation lors de la consultation du public par voie électronique, réalisée selon les dispositions de l'article L. 123-19-2 du code de l'environnement du 3 octobre 2022 au 17 octobre 2022 ;

**CONSIDÉRANT** la demande de prolongation de l'autorisation pour la période allant du 11 décembre 2022 au 11 décembre 2025, faite par la société la société 4M Provence, afin de terminer l'extraction de matériaux et la remise en état du site conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral n° 172 du 11 décembre 1997 modifié et du dossier de demande d'autorisation associé ;

**CONSIDÉRANT** que cette demande de prolongation est recevable et n'implique pas de nuisances supplémentaires ;

**CONSIDÉRANT** que cette modification n'est pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients « significatifs » pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que, conformément aux dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, cette modification est non substantielle et, ainsi, ne nécessite pas le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation avec enquête publique ;

**CONSIDÉRANT** que, par ailleurs, la demande de prolongation de trois ans conduit à porter la durée totale d'autorisation, mentionnée à l'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 172 du 11 décembre 1997 modifié à 28 ans ;

**CONSIDÉRANT** que la prolongation de durée précitée reste compatible avec les dispositions de l'article L. 515-1 du code de l'environnement, qui prévoit que la durée de validité de l'autorisation administrative pour l'exploitation de carrières ne peut excéder trente ans ;

**CONSIDÉRANT** que les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 172 du 11 décembre 1997 modifié doivent être modifiées pour prendre en compte, d'une part, la prolongation de l'autorisation pour la période allant du 11 décembre 2022 au 11 décembre 2025 et, d'autre part, actualiser les garanties financières pour cette même période ;

**CONSIDÉRANT** l'absence d'observation formulée lors de la consultation du public par voie électronique, réalisée selon les dispositions de l'article L. 123-19-2 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** l'absence d'observation de l'exploitant, consulté sur le projet d'arrêté préfectoral par courrier du 19 octobre 2022, au titre de la procédure contradictoire ;

**SUR** proposition de monsieur le directeur départemental par intérim de la protection des populations,

## **A R R E T E**

### **Article 1<sup>er</sup> : Champ d'application**

La société 4M Provence Route SA, ci-après nommée « l'exploitant » dont le siège social est situé village ERO, RN 7 (84 700 Sorgues), est tenue pour sa carrière, implantée au lieu-dit « Sainte Marie » sur le territoire de la commune de Pernes-les-Fontaines, de se conformer aux prescriptions définies par les articles suivants.

### **Article 2 - Modification de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 11 décembre 1997**

Les dispositions du premier paragraphe de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 172 du 11 décembre 1997 sont remplacées par les suivantes :

#### **« durée de l'autorisation :**

L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de vingt-huit années à compter de la notification du présent arrêté, soit jusqu'au 11 décembre 2025. Elle n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété du bénéficiaire de l'autorisation ou de ses contrats de fortage».

Les autres prescriptions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 172 du 11 décembre 1997 demeurent inchangées.

### **Article 3 - Modification de l'article 22 de l'arrêté préfectoral n° 172 du 11 décembre 1997 modifié par l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 mars 2021**

Les dispositions de l'article 22 de l'arrêté préfectoral n° 172 du 11 décembre 1997 modifié par l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 mars 2021 sont remplacées par les suivantes :

« Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale pour chaque période est fixé à :

- période du 11 décembre 2022 au 11 décembre 2025 : 115 491 euros »

### **Article 4 – Mesures de publicité**

En vue de l'information aux tiers :

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Pernes-les-Fontaines et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Pernes-les-Fontaines pendant une durée minimum d'un mois ; procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du Maire de Pernes-les-Fontaines.

L'arrêté est publié sur le site internet de l'État en Vaucluse pendant une période de quatre mois.

### **Article 5 – Voies et délais de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Un recours peut-être formé auprès du tribunal administratif de Nîmes, 16 avenue Feuchères-CS 88 010 – 30 941 Nîmes cedex 09

- par les tiers intéressés dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage du présent arrêté,
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le présent arrêté peut faire l'objet, d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

#### Article 6 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, le sous-préfet de Carpentras, le directeur départemental par intérim de la protection des populations, le maire de Pernes-les-Fontaines, le directeur régional par intérim de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société 4M Provence Route SA par le SPRT.

Avignon, le

28 NOV. 2022

Pour la préfète,  
le secrétaire général,

Christian GUYARD